



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Coteaux Gascons Astarac - Pastoralisme individuel (OC_CASH) »

Campagne 2023

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Coteaux Gascons Astarac - Pastoralisme individuel » au titre de la campagne PAC 2023. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

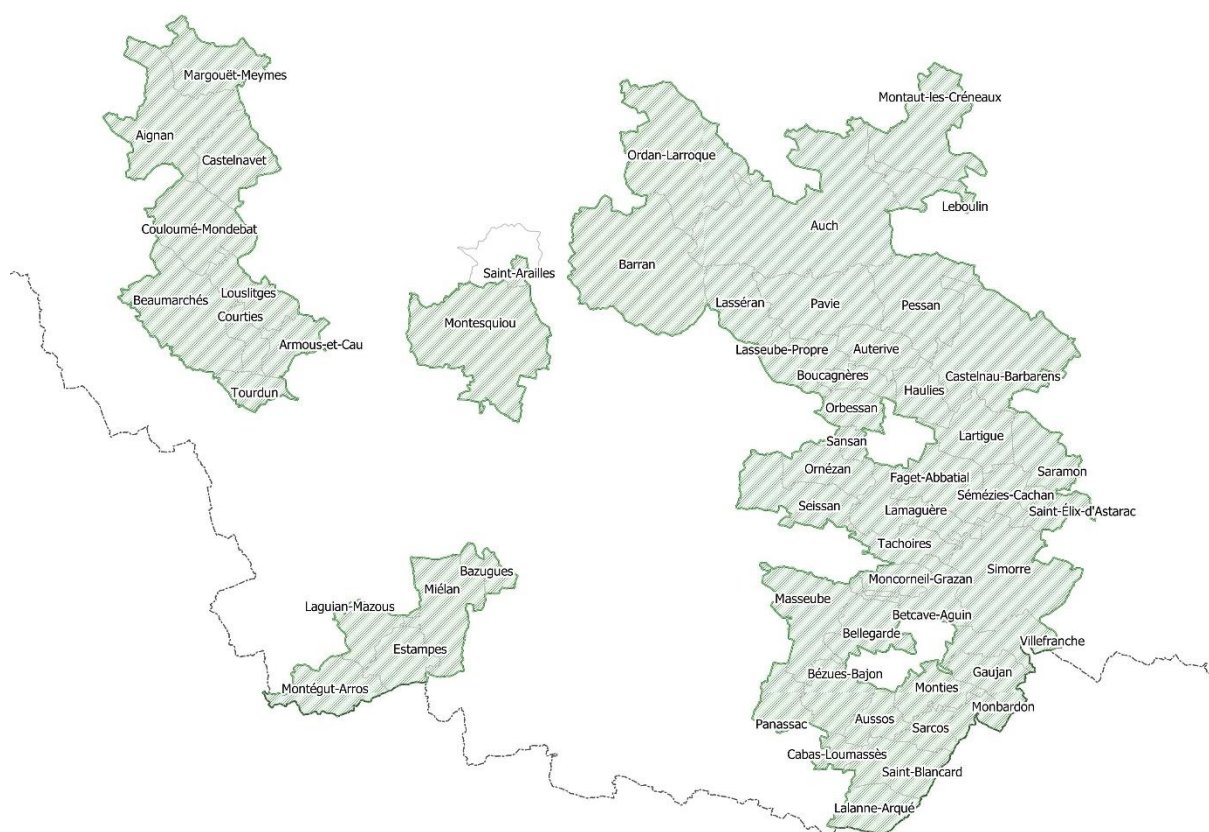
En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « COTEAUX GASCONS ASTARAC - PASTORALISME INDIVIDUEL » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Il correspond au territoire des communes du périmètre du territoire Coteaux Gascons ayant pu bénéficier de la mesure SHP « maintien des systèmes herbagers et pastoraux » dans la programmation précédente.



Le territoire concerne les communes suivantes : AIGNAN, ARMOUS-ET-CAU, AUCH, AUSSOS, AUTERIVE, BARRAN, BAZUGUES, BEAUMARCHÉS, BELLEGARDE, BETCAVE-AGUIN, BÉZUES-BAJON, BOUCAGNÈRES, CABAS-LOUMASSÈS, CASTELNAU-BARBARENS, CASTELNAVET, COULOUMÉ-MONDEBAT, COURTIES, ESTAMPES, FAGET-ABBATIAL, GAUJAN, HAULIES, LAGUIAN-MAZOUS, LALANNE-ARQUÉ, LAMAGUÈRE, LARTIGUE, LASSÉРАН, LASSEUBE-PROPRE, LEBOULIN, LOUSLITGES, MARGOUËT-MEYMES, MASSEUBE, MIÉLAN, MONBARDON, MONCORNEIL-GRAZAN, MONFERRAN-PLAVÈS, MONTAUT-LES-CRÉNEAUX, MONTÉGUT-ARROS, MONTESQUIOU, MONTIES, ORBESSAN, ORDAN-LARROQUE, ORNÉZAN, PANASSAC, PAVIE, PESSAN, SAINT-ARILLES, SAINT-BLANCARD, SAINT-ÉLIX-D'ASTARAC, SANSAN, SARAGON, SARCOS, SEISSAN, SÉMÉZIES-CACHAN, SIMORRE, TACHOIRS, TOURDUN, VILLEFRANCHE.

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le territoire est dominé par un paysage agricole (62,0% de SAU), partagé entre grandes cultures (céréales et oléo-protéagineux) et surfaces herbagères (prairies permanente, prairies temporaires, pelouses et lande) témoignant encore d'une importante présence de l'élevage.

L'agriculture gersoise connaît cependant d'importantes évolutions : forte déprise de l'élevage d'une part et spécialisation et intensification des pratiques de culture d'autre part, conduisant à une simplification du paysage mosaïque typique des coteaux gascons. Les milieux herbagers sont particulièrement menacés par la mise en culture (retournement), l'abandon (fermeture) ou encore des pratiques de gestion inadaptées (sur/sous-pâturage, fauche précoce, broyage, etc.).

Le maintien de ces surfaces est de fait intimement lié au maintien des systèmes d'élevage herbagers. La mesure système herbager est souscrite en ce sens et poursuit d'ailleurs les engagements de la précédente programmation.

Pour rappel, préserver les surfaces herbagères et les infrastructures agroécologiques associées au sein des systèmes d'élevage contribue :

- à la qualité de l'eau pour l'alimentation en eau potable
- à ralentir les ruissellements et atténuer l'érosion et les inondations
- au stockage du carbone
- au maintien des continuités écologiques ouverts agropastoraux
- au maintien des habitats et espèces à enjeux.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

La mesure proposée est une **mesure « système »** pour laquelle l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
Prairies permanentes	Pastoralisme individuel	OC_CASH_PRA2	Système	Maintien des systèmes herbagers et pastoraux (système)	88,00 €/ha	FEADER 80% Etat 20%

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Coteaux Gascons Astarac Pastoralisme individuel ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et aux engagements en agriculture biologique en 2023 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-soutenus-par-a7851.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

Critères spécifiques :

- Condition d'entrée : l'exploitation doit détenir plus de 65,5 % en herbe (prairies temporaires et permanentes, légumineuses fourragères) par rapport à sa SAU (même critère que SHP 2014-2020).
- Priorisation sur les 2 critères suivants :
 - L'exploitation était-elle engagée en MAE l'année dernière ou a-t-elle repris des parcelles auparavant engagées par un autre exploitant (cas de reprise) ? 1 point
 - L'exploitation est-elle adhérente à la CATZH et/ou LIFE ? 1 point

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2023, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2023 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;
- En cochant à l'étape « RPG » les surfaces cibles ;

Vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :



ADASEA du Gers
Maison de l'Agriculture
 3 chemin de la Caillaouère CS 70 161
 32003 AUCH Cedex
Tel : 05 62 61 79 50 / **Mel :** a032@adasea.net

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>